

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 23
Procuration(s) : 3
Absent(s) : 0
Nombres de votants : 26
Votes pour : 26
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0126

Relative au protocole d'accord transactionnel entre le Département et Madame HADIA MKATIBOU relatif aux règlements des loyers impayés

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 Juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** le rapport n°2023-1895 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission Administration Générale, Transport et Transition Écologique du jeudi 06 juillet 2023 ;

Considérant le décompte financier validé par les services opérationnels du Conseil départemental

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentées,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1** : de valider le recours à la transaction pour régler les différends aux loyers impayés ;
- Article 2** : de valider le protocole transactionnel proposé avec ses annexes pour un montant de 36 225 € HT ;
- Article 3** : de valider le décompte financier joint en annexe, d'imputer ces dépenses sur le budget du Département ;
- Article 4** : d'autoriser le président du Conseil Départemental à signer le protocole transactionnel et tous les actes nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération ;
- Article 5** : En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Madame Hadia MKATIBOU, propriétaire demeurant au 29 rue Foundi ADINANI MELA 97680 TSINGONI

D'une part,

ET :

Le Département de Mayotte, 8 boulevard Halidi SELEMANI BP101 97645 Mamoudzou Cedex

Représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Ben Issa OUSSENI, dûment habilité aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil départemental n° DL-AP2021-0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte,

Ci-après conjointement dénommés « Les Parties »,

D'autre part,

Préambule

Faits

Suite à la démolition du local où se situait le bureau du Cadi de TSINGONI, ce dernier s'est installé depuis le 03 mai 2021 dans un local au 29 rue FOUNDI ADINANI MELA 97680 TSINGONI . Depuis cette installation, le Conseil départemental n'a pas conclu de bail et n'a pas réglé les loyers fixé à 1 449 euros mensuel. Le montant des arriérés depuis le 03 mai 2021 jusqu'au 30 juin 2023 s'élève à **36 225 euros** (1449 x25 mois°).

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT

ARTICLE 1 : Objet du protocole

Le présent accord transactionnel a pour objet de régler les sommes dues au titre des loyers impayés et de mettre un terme définitif à l'ensemble des litiges opposant la propriétaire, Madame HADIA MKATIBOU et le Conseil départemental de Mayotte.

ARTICLE 2 : Concession du Conseil départemental

Le Conseil départemental est débiteur d'une somme globale de **36 225 €** . Par le présent protocole le Conseil départemental de Mayotte accepte de régler un montant de **36 225 €**. Le versement de cette somme interviendra au plus tard 30 jours à compter de la signature du présent accord.

ARTICLE 3 : Concession du propriétaire

En contrepartie du règlement de la somme mentionnée à l'article 2 par le Conseil départemental de Mayotte, Madame Hadia MKATIBOU accepte de renoncer définitivement à exercer tout recours relatif au recouvrement des arriérés objet du présent protocole.

ARTICLE 4 : Concessions réciproques des parties

Les parties reconnaissent que la présente transaction reflète fidèlement leur accord et traduit des concessions réciproques au titre du différend qui les oppose.

Comme conséquence de la présente transaction, les parties soussignées se reconnaissent quittes et libérées l'une envers l'autre, tout compte se trouvant directement réglé et apuré entre elles pour toute cause que ce soit.

Article 5 : TRANSACTION

Le présent protocole est conclu en application des articles 2044 et suivants du Code civil et de l'article 2052 du même Code, selon lequel :

La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Il vaut transaction entre les parties et met fin de façon définitive, irrévocable et sans réserve à tout litige né ou à naître entre les parties du fait de leurs relations de droit ou de fait qu'elles ont pu avoir entre elles.

Sous réserve de l'exécution intégrale des dispositions du présent accord par chacune des parties, cette transaction met fin irrévocablement à tout litige entre elles, les parties s'estimant totalement remplies de leurs droits, et chacune d'elles renonçant irrévocablement à toute instance et action pouvant trouver sa cause ou son origine, directement ou indirectement, dans les relations de droit ou de fait qu'elles ont pu avoir entre elles.

Par conséquent, et sous réserve de l'exécution intégrale des dispositions du présent protocole, la transaction ne pourra faire l'objet de dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

Article 6 : EXECUTION, CONTESTATION ET LITIGES

Le présent protocole prendra effet à compter de sa signature par les parties.

Tout litige lié à l'interprétation, l'exécution et /ou la résiliation du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de MAYOTTE.

Article 7 : CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à conserver la confidentialité de ce protocole et à ne pas le divulguer à des tiers au présent acte, sous réserve toutefois des contraintes liées au fonctionnement interne du DEPARTEMENT, des éventuelles demandes émanant de l'administration fiscale ou d'organismes bancaires pour la mainlevée des garanties, des divulgations nécessaires à l'accomplissement même de l'objet du présent protocole et des obligations de communication du DEPARTEMENT.

Elles s'engagent en outre à ne faire aucune divulgation qui serait de nature à porter atteinte à l'image et à l'intégrité des parties.

Tout manquement à cette exigence de confidentialité engagera la responsabilité de son auteur pour tous les préjudices susceptibles d'en résulter.

Article 8 : DOMICILE ELU

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège sus-indiqué

Fait en deux exemplaires

Mamoudzou, le

La propriétaire

Madame HADIA MKATIBOU

Pour le président du conseil départemental de Mayotte

M. Ben Issa OUSSENI